

2 Eclairage

Sur les plaines irakiennes, le pétrole

MOYEN-ORIENT Un an et demi après la chute de l'Etat islamique, la vie reprend progressivement dans le Kurdistan irakien. La région reste

TEXTE ADRIÀ BUDRY CARBÓ, IMAGES CAMILLE PAGELLA, KURDISTAN ET NINIVE
@AdriaBudry

Le panneau de Falcon Group rouille au bord de la route. Plus d'une décennie après le lancement des travaux par le conglomérat irakien, seule une poignée des 88 immeubles de l'Empire World a poussé sur ce vaste terrain vague. A Erbil, son méga-complexe immobilier devait héberger ce qui se fait de mieux en matière de multinationales et de groupes énergétiques. Une petite Dubaï au cœur même de la capitale de la région autonome du Kurdistan.

Mais «les expats ont tous courageusement décampé à l'approche de l'Etat islamique (EI)», grince Peter David Smethers, sourire carnassier et tatouages apparents. Souvent, avant même la pose des vitrages sur leurs luxueux bureaux. Malgré ses 2 millions d'habitants, Erbil est une immense collection d'étagères vides. Les tours s'y dressent partout inachevées, leur squelette de béton exposé. Le groupe Falcon continue prudemment d'investir dans l'immobilier. Dans le doute, il s'était aussi diversifié dans la sécurité.

Assis à l'avant d'un pick-up qui fend la poussière et des avenues désertiques en ce dimanche après-midi, Peter David Smethers ne craint, lui, ni les terrains de guerre ni le soleil écrasant du Moyen-Orient. Ancien militaire britannique, il a servi lors des deux guerres du Golfe avant de revenir en Irak, en mars 2016, comme chef de bureau de la Fondation suisse de déminage, une ONG qui neutralise les mines artisanales posées par l'Etat islamique dans le nord de l'Irak. Comme l'ensemble de l'écosystème local, ce vétéran de 51 ans a vécu au rythme des combats contre «l'internationale du djihad».

A 30 kilomètres, le «califat»

Dans les quartiers fréquentés par les expatriés, les anciennes assistantes d'administration ou les serveuses – philippines pour la plupart – ne se font pas prier pour raconter l'exode d'Erbil. Le groupe pétrolier français Total a commencé à évacuer son personnel dès 2016, les américains Chevron ou Marathon Oil l'année qui a suivi. Il y avait foule à l'aéroport pour prendre les derniers vols pour fuir la ville.

Les djihadistes ne sont finalement jamais arrivés à Erbil. Ils ont été arrêtés sur un pont à 30 kilomètres. Non sans avoir capturé une demi-douzaine de sites d'extraction pétrolière sur le chemin, faisant chuter la production kurde, et celle de l'Irak fédéral.

Le cours du brut ne souffle pas seulement le chaud et le froid sur l'Irak. Il fait et défait aussi les rois

Les traders suisses Trafigura, Vitol ou Glencore sont discrètement venus occuper le vide laissé par le départ des grandes multinationales de l'extraction. A la fin 2016, ils avaient conjointement prêté quelque 2 milliards de dollars à Erbil (remboursable en pétrole) pour l'aider à poursuivre les exportations de son brut, malgré la présence du «califat» et les tensions avec Bagdad. Depuis la guerre contre le «califat» et la prise de contrôle de la ville kurde de Kirkouk par l'armée irakienne, la production du Kurdistan irakien a chuté d'un tiers. Elle s'est finalement stabilisée à quelque 400000 barils par jour, soit 8% de la production de l'ensemble de l'Irak.

Le baril à 120 dollars

Le cours du brut ne souffle pas seulement le chaud et le froid sur l'Irak. Il fait et défait aussi les rois. Il avait

permis à l'Etat islamique de générer des revenus estimés, à son apogée, à quelque 2 à 3 millions de dollars par jour, selon le cabinet de recherche RAND. Ce qui lui permettait de verser de bons salaires à ses miliciens et chefs d'état-major venus du monde entier.

«L'autarcie de l'EI est un mythe», relève l'historien Jordi Tejel, professeur à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel. «Le «califat» a certes mis en place un système de taxation afin d'aller vers l'autosuffisance. Mais, pour écouler des pièces archéologiques ou son pétrole, il a aussi largement profité des routes de la contrebande vers la Syrie et la Turquie», ajoute ce spécialiste de l'Irak et de la question kurde.

Sur les routes vers le Kurdistan, les tankers de pétrole forment désormais des bouchons sur plusieurs kilomètres. «Désormais, tous les chauffeurs s'acquittent de leurs taxes», assure un haut gradé irakien. Cela n'a pas toujours été le cas. Comme le révélait *Le Temps*, les traders genevois Trafigura et Vitol avaient rencontré en octobre 2014 les autorités américaines pour les aider à tracer les barils clandestins quittant la Syrie et l'Irak. Malgré la guerre, le brut extrait par les djihadistes parvenait notamment à passer à travers des check-points kurdes gangrenés par la corruption. La marchandise était ensuite revendue à des traders turcs ou iraniens qui la payaient à moitié prix.

Ce qui faisait encore beaucoup en 2014. «L'EI s'est installé en Irak quand le baril était à 120 dollars», rappelle Alex van Roy, directeur adjoint des opérations à la Fondation suisse de déminage (FSD). Le cours s'est effondré à quelque 25 dollars début 2016. «Si le brut était resté aussi élevé, le «califat» aurait pu faire beaucoup plus de mal encore. On a finalement eu de la chance.»

Les moutons noirs de Ninive

La coalition internationale, dirigée par les Etats-Unis, est finalement parvenue à regagner progressivement du terrain sur les djihadistes. Dans leur retraite mi-2016, ceux-ci ont incendié et miné les champs pétroliers de Qayyarah, 98 kilomètres au sud d'Erbil. La contamination provoquée par la vingtaine de puits en feu a même noirci la laine des moutons de la plaine de Ninive.

Des scènes qui ont un air de déjà-vu. Dans sa retraite, l'armée irakienne avait incendié, en 1991 lors de la première guerre du Golfe, quelque 700 puits pétroliers koweïtiens. Rebelote douze ans plus tard avec les champs de Bassora, dans le sud-est du pays. En Irak, chaque guerre semble se terminer sur un rideau de fumée.

La chute du «califat» a finalement été actée en décembre 2018 en Irak, deux mois après la reprise de la production pétrolière de la région. A Erbil, les grues de chantier se sont remises à fonctionner dans la soufflerie de l'été. L'agence de presse kurde a annoncé la reprise de 2000 projets. «Ils sont venus finir le travail», ironise Peter David Smethers. La réouverture de l'aéroport international d'Erbil, fermé entre septembre 2017 et avril dernier, a même permis de regarnir les bureaux des multinationales des hydrocarbures et relancer les projets d'exploration, comme ceux de Repsol ou de Crescent Petroleum.

L'industrie de la terreur

Passé les portes d'Erbil, le paysage n'est qu'une succession de ponts détruits et de maisons éventrées que personne ne s'est encore donné la peine de reconstruire. «Si vous voyez un drapeau kurde, c'est que vous êtes en sécurité», plastronne un conducteur arrêté à l'un des check-points qui séparent la région autonome du Kurdistan de l'Irak fédéral. Pour lui, ces témoignages de la férocité des



L'apogée du «califat»

Organisation de l'Etat islamique en décembre 2014

— Région autonome telle qu'elle a été reconnue en 2005 par l'Irak
— Espace désertique sous influence
— Espace effectivement contrôlé



combats n'attestent que du courage des combattants kurdes peshmergas.

C'est sur la plaine de Ninive, de l'autre côté de cette frontière poreuse, que les populations ont le plus souffert du règne de l'Etat islamique. D'abord à travers le zakat, la deuxième source de revenu du «califat», converti en racket organisé. Abdul

Samat habitait dans le village de Tlul al-Nasr, à une quarantaine de kilomètres de Mossoul. Il se souvient: «Ils sont d'abord venus sans rien demander. Mais ils ont vite réclamé nos maisons, nos voitures. Puis ils se sont mis à tuer tous ceux qui avaient travaillé pour le gouvernement irakien. On a dû fuir.»

Sur la plaine autour du village, les mines sortent peu à peu de terre, rincées par les pluies de mai et les derniers glissements de terrain. Le «califat» s'est servi de l'économie locale pour terroriser la population. Les usines de ciment, de blé ou même les garages ont été convertis à la production de masse de mines artisanales. «Les djihadistes se sont servis de tous les matériaux qui étaient immédiatement à leur portée», résume Jack Nuttall, qui se charge de désamorcer les engins explosifs improvisés (ou IED, selon leur acronyme anglais) dans le nord de l'Irak pour la Fondation suisse de déminage (FSD). Il y en aurait encore 50000, soit plus de dix ans de travail au rythme actuel.

Dans le musée des horreurs du conseiller technique britannique, vétéran de l'Irlande du Nord, de l'Afghanistan, du Mali ou de la Somalie, on retrouve des téléphones piégés, de minuscules fils de fer actionnant des charges enterrées dans les champs et même des bouts de pipeline pétrolier soigneusement découpés et bourrés d'explosifs. «Tout ce qui ne peut pas être tiré a été utilisé comme charge», assure-t-il.

Alors que le pays doit encore composer avec les mines traditionnelles posées le long de sa frontière avec l'Iran lors du conflit de 1980-1988 ou pendant les deux guerres du Golfe,

brûle toujours

pourtant enclavée et minée par un héritage conflictuel. Plongée au cœur de l'Irak, où les puits pétroliers s'enflamment toutes les décennies



Derrière la maison du «mukhtar» (syndic) de Tal al-Shaer, dans la plaine de Ninive, tous les champs ont été minés. Dans cet ancien bastion de l'Etat islamique au nord-ouest de l'Irak, la population tente parfois elle-même le déminage après avoir coupé les hautes herbes ou les avoir incendiées.



Les expatriés et les grands groupes pétroliers ont fui Erbil à l'approche de l'Etat islamique en 2016. Les djihadistes ont finalement été stoppés sur un pont à 30 kilomètres de la capitale du Kurdistan irakien.



Les militants de l'Etat islamique se sont servis de tous les matériaux disponibles pour fabriquer leurs mines. Sur cette terre de pétrole, des jerrycans et des pipelines sectionnés sont encore enterrés et remplis d'explosifs.

L'EI en a fait une arme redoutable pour freiner l'avancée de la coalition internationale. Mais surtout pour semer le chaos des années après sa disparition. Les champs minés suivent le tracé homérique des grandes batailles contre les djihadistes. Mais les IED ont aussi été posés au bord des routes, dans les puits, les terrains de football et même les écoles.

C'est aussi dans cette région que la FSD a dû pour la première fois s'occuper de mines artisanales, placées non pas comme des lignes défensives mais pour empêcher la retraite des villageois utilisés comme boucliers humains. Sur ces terres, le retour à la normalité sera un long processus. «Les enfants du nord-ouest de l'Irak ont fait trois ans de cursus avec Daech, ou ont été déscolarisés», rappelle Cynthia Winkelmann, chargée des projets en Irak pour l'ONG Terre des hommes. «Tout le monde s'accorde sur la priorité d'un retour rapide à une éducation normale. Mais il existe aussi une peur parmi les enseignants que l'un des élèves ne reçoive un jour un coup de fil d'une personne de sa famille lui intimant l'ordre de tout faire exploser.»

La guerre en héritage

Les IED et les engins non explosés ne sont pas les derniers vestiges de la guerre. Mi-juin, une série d'at-

taques au mortier (non revendiquée) frappait une base américaine au centre de l'Irak, la ville de Mossoul et manquait de peu les installations d'ExxonMobil à Bassora (sud du pays). Le groupe pétrolier américain a rapatrié 21 de ses employés qu'il venait tout juste de renvoyer en Irak. Selon Reuters, Washington serait également prêt à évacuer ses 5000 contractuels. Une affirmation niée par les deux gouvernements mais qui a relancé toutes les craintes quant à un nouveau vide de pouvoir qui pourrait faciliter un retour de l'Etat islamique.

Fin avril, le djihadiste irakien Abou Bakr al-Baghdadi est en tout cas réapparu dans une vidéo où il appelait à une «vengeance pour les frères de Baghouz» (le dernier bastion syrien de l'EI). Des cellules dormantes se sont notamment terrées sur les lignes de montagnes qui séparent Kirkouk et Makhmour, une centaine de kilomètres au sud d'Erbil. Des enlèvements et des attaques ont toujours lieu dans la région. La FSD a même dû stopper l'une de ses opérations de déminage quand une embuscade a coûté la vie à un milicien chiite.

Depuis la garnison de l'armée régulière irakienne à Makhmour, le général Wissam N. Altmeny se veut malgré tout rassurant. «Les informations de nos services de rensei-

gnement sont transmises aux ONG sur place. Nous sommes en train de régler cette situation», rassure-t-il dans son bureau où une poignée d'officiers sont venus assister à l'interview avec *Le Temps*. Interpellé sur les raisons de la résilience de l'EI, le haut gradé rappelle la difficulté de combattre des miliciens se fondant dans la population. «Nos soldats ne peuvent tirer avant d'avoir confirmé l'identité d'une personne qui peut se révéler porteuse d'une ceinture d'explosifs. Nous avons souffert beaucoup de pertes.»

Depuis la chute de Saddam Hussein et de son parti baasiste en 2003, Bagdad a perdu le monopole de la violence. L'armée irakienne, les peshmergas kurdes, les milices chiites et privées se partagent tant occuper que trois jours son centre-ville, mais sont parvenus à piéger toutes les infrastructures de la région (y compris celles du traitement des eaux) avant de se retran-

Un cercle infernal

A Makhmour, le maire Rezgar Mohammed a lui-même été peshmerga avant d'être élu. «Rezgar», c'est la survie en kurde. Comme celle de sa ville face aux assauts des djihadistes. Ils n'ont pu occuper que trois jours son centre-ville, mais sont parvenus à piéger toutes les infrastructures de la région (y compris celles du traitement des eaux) avant de se retran-

cher derrière 80 kilomètres de clôtures et de lignes défensives minées. «Nous avons besoin de toute l'aide possible et nous n'en avons reçu aucune», critique le maire qui, après plusieurs accidents mortels, a dû mettre fin à un système de déminage informel opéré par des adolescents.

«Tout ce qui ne pouvait pas être tiré par les djihadistes a été utilisé comme charge explosive»

JACK NUTTALL, FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE

Autour de la mairie, les nombreux chantiers de reconstruction tranchent avec les gravats abandonnés que l'on retrouve dans le reste de la région. Makhmour compte désormais 203000 habitants. La population ayant décuplé à la suite de l'arrivée des réfugiés de la bataille de Mossoul. La ville compte aussi un camp de quelque 10000 déplacés internes irakiens depuis 2014 et, depuis 1998, un camp de 12000 réfugiés kurdes de Turquie. Il a été deux fois bombardé par

l'aviation ottomane (la dernière en décembre) en raison de la présence de postes d'entraînement du PKK. Pour la mairie, les problèmes ne font que s'accumuler.

Alors qu'il reste 1,8 million de déplacés internes, l'Irak fédéral a mis en place un système très restrictif de contrôle des déplacements. «Tous ceux qui n'ont pas de carte d'identité sont renvoyés en arrière aux check-points, soupire le maire. Ils ne peuvent recevoir aucune aide et ne peuvent travailler ou aller nulle part. C'est une prison interne.» Rezgar Mohammed a beau avoir résisté à l'EI, il ne sait comment mettre fin au cercle vicieux irakien: «Je ne peux pas humainement demander à ces gens de retourner chez eux si je n'ai pas pu faire déminer leur maison. Mais, d'un autre côté, personne d'autre qu'eux ne se donnera la peine de reconstruire leur village.»

A quelques kilomètres de là, près de Kirkouk, les flammes continuent de ravager des centaines d'hectares de terrain agricole. Les autorités ont vite pointé la négligence des fumeurs dans un été particulièrement chaud et sec. Mais certains paysans locaux affirment avoir été victimes de djihadistes voulant les forcer à payer le *zakat*. Comme si l'Irak ne devait jamais s'arrêter de brûler. ■